Résistance à la privatisation du transport administratif au Burundi

PANA, 22/02/2010Bujumbura, Burundi - Moins de 100 des quelque 1.700 vÃ©hicules appartenant au parc automobile de l'Etat burundais ont Ã ce jour Ã©tÃ© retirÃ©s de la circulation dans le cadre d'une mesure gouvernementale visant Ã rÃ©duire charges liÃ©es au transport administratif, apprend-on de source officielle Ã Bujumbura.La mesure Ã©tait entrÃ©e en vigueur au dÃ©but du mois de fÃ©vrier 2010 pour durer deux semaines, mais seulement un peu plus de 80 vÃ©hicules Ã©taient visibles, lundi, dans un parking de la pÃ©riphÃ©rie ouest de Bujumbura, la capitale du Burundi, rÃ©servÃ© Ã recueillir les vÃ©hicules administratifs destinÃ©s Ã la revente aux enchÃ¨res Ã des particuliers, a-t-on constatÃ© sur place.
Les vÃ©hicules dÃ©jÃ remis Ã©taient, pour la majoritÃ©, en piteux Ã©tat et certains ont nÃ©cessitÃ© d'Ãªtre tractÃ©s pour arr les lieux, ont tÃ©moignÃ© des gardiens du parking.L'Etat serait nÃ©anmoins dÃ©cidÃ© Ã ne pas revenir sur sa dÃ©cision mÃª aucune mesure policiÃ¨re connue n'a encore Ã©tÃ© prise Ã l'encontre des fonctionnaires rÃ©calcitrants. D'aprÃ¨s le ministre burundais des Transports, Postes et TÃ©lÃ©communications, Philippe Njoni, le gouvernement est d'autant plus intÃ©ressÃ© par la mesure de privatisation de son parc automobile qu'il pourrait Ã©conomiser jusqu'Ã 10 milliards de Francs burundais (prÃ¨s de 10 millions de dollars US) par an.